

BUDGET FÉDÉRAL 2023

Des attentes prébudgétaires comblées dans un contexte d'incertitude économique, selon la FCCQ

Ottawa, le 28 mars 2023 – La Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et la Chambre de commerce et d'industrie Les Moulins (CCIM) saluent plusieurs mesures budgétaires présentées aujourd'hui par la vice-première ministre et ministre des Finances, Chrystia Freeland.

La FCCQ et CCIM se disent préoccupées des impacts des mesures protectionnistes américaines qui pourraient être considérables pour nos entreprises québécoises. L'adoption de la loi américaine de réindustrialisation et d'investissement dans les technologies vertes et en santé, appelée « Inflation Reduction Act » (IRA), prévoit un investissement de près de 370 G\$, qui pourrait bien être plus élevé à la ligne d'arrivée.

En réponse à l'IRA, le budget fédéral 2023 propose un certain nombre de crédits d'impôt qui permettront de faciliter les investissements massifs dans les nouvelles technologies vertes. Par exemple, le crédit d'impôt à l'investissement dans l'électricité propre, le crédit d'impôt à l'investissement dans la fabrication de technologies propres ainsi que le crédit d'impôt à l'investissement dans l'hydrogène propre sont de bonnes mesures.

Celles-ci pourraient mettre en valeur la pluralité énergétique retrouvée notamment au Québec, ainsi que la notion de se doter de la bonne source moins émettrice à la bonne place. Ils permettront à nos entreprises dans leurs projets, de répondre aux subventions industrielles massives retrouvées aux États-Unis, afin de réduire leur empreinte environnementale.

« Le marché américain est un partenaire commercial important pour le Québec, et l'avènement de mesures protectionnistes au sud de la frontière ne constitue jamais de bonnes nouvelles pour notre économie québécoise. Surtout s'il est question des impacts potentiels sur des projets québécois en énergie renouvelable, en électrification et dans le développement de la filière batterie. Le gouvernement Trudeau fait le choix de l'environnement comme outil central de sa stratégie de développement économique », a affirmé Charles Milliard, président-directeur général de la FCCQ.

« Le budget fédéral d'aujourd'hui amène des réponses aux préoccupations exprimées par le milieu d'affaires, à la suite de l'annonce récente de l'administration américaine, pour faciliter les investissements à venir. Pour y arriver, le Québec et ses régions doivent avoir une part importante du gâteau, étant donné l'importance accordée dans notre économie au développement des technologies propres ainsi que la présence d'atouts stratégiques grâce aux distributeurs d'énergies renouvelables québécois, ou encore dans la fabrication et la transformation des matières premières et des composantes. Des opportunités sont à saisir, entre autres dans les minéraux critiques et stratégiques comme le lithium, le graphique, le cobalt ou le nickel, pour ne nommer que ceux-ci », a mentionné Pierre Berthiaume président-directeur général de la CCIM.

Prévisions moins optimistes pour les finances publiques et aller plus loin pour l'efficacité de l'État

La FCCQ constate que contrairement à ce qui a été présenté à l'énoncé économique publié l'automne dernier, le gouvernement fédéral demeurera finalement déficitaire pour les cinq prochaines années. En novembre 2022, le gouvernement fédéral affirmait pourtant selon ses prévisions qu'il présenterait à l'exercice 2027-2028, des surplus budgétaires de 4,5 G\$, ce que la FCCQ avait salué. Quatre mois plus tard, il est plutôt question d'un déficit annuel de 14 G\$, ce qui représente une différence considérable par rapport aux récentes prévisions et des signaux moins favorables à une saine gestion des finances publiques, déplore la FCCQ.

En effet, les lourdeurs administratives, le chevauchement fréquent et le ciblage parfois déficient des programmes d'aide fiscale et financière, sans oublier les délais exagérés du système d'immigration plombent notre potentiel de croissance

économique, rappelle la FCCQ. Tant les entreprises que les citoyens et les nouveaux arrivants font les frais de ces inefficacités de la bureaucratie fédérale.

« On continue d'observer des délais exagérés du système d'immigration ce qui nuit évidemment à notre capacité de pallier au manque de main-d'œuvre. Tant les entreprises que les citoyens et les nouveaux arrivants font les frais de ces inefficacités observées dans la bureaucratie fédérale. On remarque que de nouvelles sommes sont consacrées pour modifier le traitement des demandes de citoyenneté, mais il faudra s'assurer d'un suivi étroit quant à l'efficacité des mesures mises en place au présent budget, mais également à l'énoncé économique de l'automne dernier. Chose certaine, les délais doivent être réduits substantiellement », a continué Pierre Berthiaume, président-directeur général de la CCIM.

En général, les mesures retrouvées pour le soutien à la main-d'œuvre sont bien accueillies par la FCCQ et la CCIM. Par exemple, le budget fédéral 2023 propose l'année prochaine près de 200 M\$ pour le programme de stages pratiques pour étudiants, visant à offrir des partenariats entre les employeurs et les établissements d'enseignement postsecondaire. Elles rappellent du même souffle que les mesures permettant aux travailleurs d'investir dans leur propre développement sont insuffisantes et qu'elle s'attend à ce que soit l'approche en formation continue soit modernisée par l'adoption d'un Régime Volontaire d'Épargne Formation Continue (RVEFC) qui irait plus loin que ce qui est offert en ce moment.

Des mesures en développement régional retrouvées dans le budget

La FCCQ et la CCIM remarquent que le budget 2023 aborde plusieurs investissements en infrastructures stratégiques sur le plan régional au Québec et dans la métropole. Certaines annonces présentées par le passé sont réitérées, comme des projets d'investissement concernant du Fonds national des corridors commerciaux ainsi que la voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic, mais d'autres projets représentent des nouveautés.

C'est le cas entre autres de l'importante somme dédiée à la société *Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée*, notamment pour le réaménagement de l'autoroute Bonaventure en boulevard urbain. Aussi, 210 M\$ au total sur cinq ans sont prévus afin d'entretenir la flotte actuelle de VIA Rail sur le corridor Québec-Windsor. Cependant, le présent budget demeure muet sur une liaison ferroviaire haute vitesse entre Québec et Toronto.

Des sommes importantes sont prévues dans la Garde côtière canadienne pour la formation et l'intégrité de la flotte d'hélicoptères, sans malheureusement aborder spécifiquement les besoins en réfection de la flotte de brise-glaces, nécessaire à l'efficacité du corridor commercial du Saint-Laurent en temps hivernal. Ces dépenses nécessiteront des montants importants, rappelle la FCCQ et la CCIM.

« Plusieurs projets d'infrastructures impliquant le Québec, sont abordés dans le budget 2023. Ce sont des signaux positifs pour répondre à nos besoins en infrastructures. Par contre, des besoins en maintien des actifs et en développement demeurent pour des infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires, ferroviaires, notamment via le Fonds des corridors commerciaux pour le long du Saint-Laurent. Il doit y avoir un véritable rattrapage par rapport à ce qui a été consacré par le passé, notamment lorsque l'on compare ce qui a déjà été consacré par le passé à la Porte et au Corridor de l'Asie-Pacifique dans l'ouest du Canada », a conclu Pierre Berthiaume président-directeur général de la CCIM.

À propos de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)

Grâce à son vaste réseau de 123 chambres de commerce et 1 200 membres corporatifs, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de 45 000 entreprises exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. Plus important réseau de gens d'affaires et d'entreprises du Québec, la FCCQ est à la fois une fédération de chambres de commerce et une chambre de commerce provinciale. Ses membres, qu'ils soient chambres ou entreprises, poursuivent tous le même but : favoriser un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

À propos de la Chambre de commerce et d'industrie Les Moulins (CCIM)

La CCIM est le plus grand regroupement de gens d'affaires de la région de Lanaudière et représente fièrement plus de 800 membres actifs. Sa mission a pour objectif de RAPPROCHER, CONNECTER, INFORMER, INSPIRER et REPRÉSENTER les gens d'affaires dans le but de créer une effervescence économique dans la MRC les Moulins. Elle offre à ses membres des activités de réseautage, formations, conférences et différents services reliés au développement économique et social de sa région.

-30-

Renseignements :

Javier Garcia
Attaché de presse
Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)
Cellulaire : 438 408-3731
javier.garcia@fccq.ca

Audrey-Ann Hurtubise-Gauthier
Responsable des communications et du marketing
Chambre de commerce et d'industrie Les Moulins
audrey-ann@ccimoulins.com
450 966-1536 poste 224